



COMMUNIQUÉ

Toutes et tous EN GREVE

le 18 octobre !

Depuis le 20 septembre les travailleuses et travailleurs du Pétrole sont en grève pour leur salaire. Une telle grève est lourde de conséquences pour les salariés qui doivent se rendre au travail tous les jours.

L'objectif des grévistes n'est pas de gêner les usagers, c'est d'obliger, en stoppant l'outil de production, les patrons à revenir à la table des négociations pour obtenir des mesures sur les salaires qui soient supérieures à l'inflation.

La réalité des salaires dans les raffineries ce sont des premiers coefficients inférieurs au Smic qui nécessitent le versement de primes pour l'atteindre.

Comme dans la Fonction publique où des primes doivent être versées en début de grille pour éviter à l'Etat d'être hors la loi en payant certains agents sous le smic horaire !

Tout comme nous, les salariés des raffineries réclament des augmentations immédiates de salaires et une indexation pour faire face à l'inflation !

Les réquisitions, qui commencent à être mises en oeuvre, en plus d'être illégales et dénoncées par l'Organisation Internationale du Travail comme contraire au droit de grève sont une menace pour nous tous et toutes.

Certains collègues aux Finances sont soumis aux réquisition et la tentation est forte pour nos hiérarchies d'en élargir le champ pour nous priver du droit de grève !

Sans droit de grève, croire pouvoir influencer sur les choix patronaux est illusoire.

Comme dans de nombreux secteurs professionnels du privé et du public, **la Fédération des finances CGT appelle donc les collègues des administrations économiques et financières et institutions financières à se mettre en grève mardi 18 octobre pour :**

>>> de meilleurs salaires par une augmentation de la valeur du point d'indice de 10% par l'augmentation des salaires des non-titulaire de 10%.

>>> la mise en place d'un système pérenne d'indexation sur l'inflation.

Ces mesures sont parfaitement finançables en mettant à contribution les plus riches et les multinationales comme total, en imposant une meilleure répartition des richesses, et d'autres modes de financement de l'économie.

La Fédération appelle également les collègues à se rendre dans les manifestations et rassemblements organisés sur tout le territoire.

LE DROIT DE GRÈVE NE S'USE QUE SI ON NE S'EN SERT PAS !